

# Solidaires en action N° 84

Le 25 septembre 2012

## PSA : Rennes, Aulnay, l'action s'organise

Plus de 2 000 personnes ont manifesté dans les rues de Rennes samedi 15 septembre, à l'appel de l'intersyndicale départementale, dont Solidaires 35 est membre. Les syndicats de l'usine étaient également tous représentés. Un premier cortège, rassemblant salarié-es, familles et habitant-es, était suivi par un second cortège des organisations syndicales départementales, puis de quelques organisations politiques. Une délégation d'une cinquantaine de personnes a pu venir de PSA Aulnay, CGT et Solidaires uniquement. Elle a été très appréciée et saluée. Solidaires Industrie et Solidaires National étaient également représentés. Nous avons massivement diffusé le « 4 pages » national de Solidaires sur PSA reprenant nos analyses et propositions.

Les Unions Départementales CGT, CFDT, FO, Solidaires, FSU de Seine-Saint-Denis organisent un meeting à la cité des 3 000 d'Aulnay, le 29 septembre. Des représentant-es de diverses entreprises prendront la parole (Air France, Sanofi, Roto 93, etc.)

Solidaires Industrie a mis en place une circulaire d'information « spéciale PSA », adressée depuis juillet aux syndicats de l'industrie, aux Solidaires départementaux directement concernés et à toutes les équipes Solidaires qui le souhaitent.

## Non à la ratification du pacte budgétaire !

Les organisations CGT, FSU, Solidaires et UNEF réaffirment ensemble leur opposition à la ratification du Traité européen sur la stabilité, la coordination et la gouvernance qu'elles jugent économiquement inefficace et socialement injuste. Si ce Traité devait être ratifié, il institutionnaliserait de fait l'austérité et enfoncerait les Etats dans une crise durable. Ce Traité pèserait de manière négative sur leurs politiques et leurs programmations budgétaires. Il aurait des conséquences lourdes sur l'emploi, le pouvoir d'achat, les services publics... pour l'ensemble des salariés, des jeunes, des retraités et privés d'emploi, et particulièrement pour les femmes.

Le Traité continuerait et accentuerait la logique des indicateurs absurdes hérités du Pacte de stabilité et de croissance de 1997 (limitation à 3% du déficit et 60% de la dette) sans tenir compte des cycles économiques et de la crise actuelle. L'austérité n'est pas la solution face à la crise. Il faut sortir de la logique de réduction des dépenses publiques et trouver de nouvelles recettes pour des investissements productifs et socialement utiles. **L'alternative à ce TSCG repose donc notamment sur la redistribution des richesses et une réforme fiscale d'ampleur.**

A l'opposé de ce Traité, l'Europe a besoin d'une nouvelle politique économique et sociale, créatrice d'emplois de qualité et favorisant le pouvoir d'achat. Une Europe fondée sur la démocratie, les solidarités, la justice sociale et le souci de la transition écologique. Aucun débat démocratique n'a eu lieu avec les citoyens. Les organisations CGT, FSU, Solidaires, UNEF demandent aux parlementaires de ne pas voter ce Traité. Elles poursuivront la campagne, et notamment celle initiée par le Collectif audit citoyen de la dette, pour alerter et mobiliser sur les dangers de ce Traité et porter d'autres alternatives.

## Un autre changement est possible !

Le Bureau national de l'Union syndicale Solidaires a adopté une déclaration, tirée en tract... à diffuser partout, pour que les salarié-es connaissent nos positions et propositions !

## Connaître ses droits pour mieux les défendre

L'Union syndicale Solidaires a publié 25 fiches pratiques, permettant à chaque salarié-e de connaître l'essentiel des droits sur divers sujets <http://www.solidaires.org/rubrique377.html> Du matériel disponible pour les permanences des Solidaires locaux, et des syndicats, pour les tables de presse,...

**PSA : nos analyses et nos propositions**

L'annonce par PSA de 8 300 suppressions d'emplois, dont 3 300 à l'usine d'Aulnay et 1 400 à celle de Rennes, sans oublier celles en cascade dans la sous-traitance et les filières en chaîne sur l'activité économique des départements concernés, constitue un véritable séisme et des drames humains pour des milliers de personnes. Il n'y a pas de fatalité à une telle issue, d'autres solutions existent. Pour les employer, il y a urgence à renforcer la mobilisation des salarié-es du groupe PSA et des sous-traitants, à contraindre la convergence des lobbies de tous les secteurs visés par des plans de licenciements, et à organiser la solidarité des autres secteurs et le soutien des populations des villes touchées.

Il y a un choix à faire entre l'intérêt des salarié-es et de la collectivité, et la logique financière et capitaliste, destructrice d'emplois au profit des actionnaires. Ce n'est pas aux populations de payer les conséquences des politiques européennes et nationales qui ne respectent que l'égoïsme et le profit.

**Hypothèse générale**

Après l'annonce de la direction de PSA, l'engagement des responsables politiques est une véritable hypothèse. Bien avant la création, il y a eu du projet de la fermeture d'Aulnay en 2014, les déclarations au 2008 de Sarkozy sur l'engagement de Renault et PSA de ne pas licencier pendant toute la durée des prêts octroyés à l'époque aux constructeurs, prouvent que le sort était déjà dans le flou.

Les restructurations de l'industrie automobile mondiale sont à l'œuvre depuis les années 2000, avec leur cortège de licenciements et de fermetures de sites. Les propositions solidaires ont été formulées de longue date et sont toujours d'actualité.

**Tract national disponible pour une diffusion massive !**

Union syndicale Solidaires

144 Boulevard de la Villette - 75 019 Paris  
Tel : 01 58 39 30 20 - Fax : 01 43 67 62 14  
www.solidaires.org - contact@solidaires.org



## Entreprises de moins de 11 salarié-es

Les salarié-es des entreprises de moins de onze personnes voteront entre le 24 novembre et le 12 décembre. La candidature de l'Union syndicale Solidaires est déposée. Les Solidaires départementaux et les organisations nationales Solidaires ont reçu un tract pour des diffusions publiques (gares, marchés ou des sites à forte concentration de « TPE » comme les centres commerciaux, zones commerciales, etc.) et aussi des affiches et des autocollants.

**La priorité pour l'instant ? Recenser le maximum de contacts de salarié-es travaillant dans ces « TPE » et vérifier leur inscription sur la liste électorale.**



## Orléans : Solidaires soutient la grève dans une T.P.E.

À Orléans, le samedi 15 septembre, les salarié-es du Cinéma Les Carmes se sont mis en grève. Ce cinéma emploie 8 personnes (5 à plein temps, 3 à temps partiel). C'est une Très Petite Entreprise (T.P.E.) du secteur de la Culture. On pourrait penser qu'en son sein l'ambiance au travail ne peut être que décontractée : quand on programme régulièrement Ken Loach, qu'on débat autour du réjouissant film « We want sex equality » ou du stimulant documentaire « À l'ombre de la république », on ne peut qu'être « engagé et progressiste », non ? Ce serait oublier la nature profonde du rapport salarial...

**T.P.E. : Travailleurs Précaires et Exploités ?** Les Carmes, est un petit cinéma de trois salles. Les services administratifs sont à l'étage et un espace de débat et de restauration – aujourd'hui fermé – a été aménagé au sous-sol. L'arrivée d'un nouveau gérant il y a deux ans a déclenché une résistance collective des salarié-es et la création d'une section syndicale SUD. Ce sont d'abord les personnels administratifs qui ont fait les frais de méthodes de management assez particulières. Très peu de temps après l'arrivée du gérant, un courrier de mise en garde du syndicat SUD Culture Loiret atterrissait sur son bureau... Deux salariées sont alors syndiquées à SUD. Le courrier fait d'abord effet, et permet aux personnels de souffler, mais lentement et sûrement la situation se dégrade. **Le quotidien au travail est dès lors émaillé de pressions diverses** : menaces de licenciement, ordres contradictoires, tactique du « diviser pour mieux régner », cris sans chuchotements. Des salarié-es, à bout de nerfs, craquent. À cela s'ajoute **un mépris pour les contrats et la convention collective, et des difficultés régulières dans le paiement des salaires et des heures supplémentaires.**



Alors, à l'initiative de la section SUD Culture, la grève se prépare. Les salarié-es font état de la situation auprès de Solidaires Loiret. En toute discrétion, « la cessation collective et concertée du travail » est programmée pour un samedi de septembre, jour de haute fréquentation. Comme le permet le code du travail, aucun préavis n'est envoyé. La totalité des salarié-es soutient l'initiative. **Ils et elles se réunissent à plusieurs reprises pour organiser leur action, en déterminer collectivement les modalités. Un tract est élaboré, le principe d'une pétition est arrêté.** Lorsque le 15 septembre le gérant appelle au téléphone les personnels non postés pour leur demander de remplacer les grévistes, il essuie un refus net et sans bavure.

**Le jour dit, à 12h30, le travail s'arrête. Il ne reprend que pour la dernière séance. Tout l'après-midi, un piquet de grève est installé devant le cinéma et l'ensemble des salarié-es y participe.** Des militant-es de Solidaires aident les grévistes, distribuent les tracts aux passant-es, expliquent la situation et font signer la pétition. Douze séances sont annulées et le gérant estime les pertes à plus de 2000 euros (bien plus que ce que vont perdre les salarié-es qui ont pris la précaution de se munir d'une caisse de solidarité). Ultra-majoritairement les spectateurs et spectatrices du cinéma se solidarisent avec les grévistes et signent la pétition. Le gérant tente de jouer la contre-information, oscillant au fil de la journée entre tentatives de négociations maladroites (refusées unilatéralement par les salarié-es) et d'intimidations (menaces, recours aux stagiaires, appel des RG). Interrogé le lendemain dans la presse locale, il persiste et signe : « Je revendique le droit de donner un ordre. La gestion d'une entreprise entraîne des pressions ». C'est un point de vue. Les salarié-es des Carmes en ont un autre, que résume assez bien un texte de l'Union syndicale Solidaires : « Dans la tradition du monde du travail la grève est un rappel de la place centrale qu'occupe le/la travailleur/se. Sans travailleur/se pas d'entreprise, pas de service... La grève est là pour rappeler à ceux qui l'oublie trop souvent : les salarié-es sont au cœur de l'entreprise, sans eux, rien ne fonctionne ! ». Le 15 septembre, c'est cette réalité qu'ont affirmé, sereinement mais fermement, les salarié-es du cinéma Les Carmes.

## Sanofi : les salarié-es maintiennent la pression

Le 13 septembre, à l'appel de l'intersyndicale un millier de salarié-es ont manifesté à Toulouse ; des délégations sont venues des différents sites Sanofi. SUD Chimie est implanté, et particulièrement actif dans la lutte, à Toulouse et Montpellier. Malgré les difficultés liées à l'attitude certains syndicats toujours tentés de négocier l'inacceptable, les équipes SUD Chimie font le nécessaire pour que le cadre intersyndical demeure car c'est un élément positif pour la mobilisation des salarié-es. **Un Comité de groupe France se tient le 3 octobre, et une montée nationale à Paris pourrait être organisée à cette occasion.**

## Des centaines de travailleurs/ses du rail manifestent à Lyon

700 manifestant-es SUD-Rail se sont rassemblé-es devant la gare Saint-Paul à Lyon pour dire non à la privatisation des TER, réclamer la réintégration de RFF au sein de la SNCF, exiger l'arrêt de la casse des métiers de cheminot-es, et refuser le dumping social.

Des délégations de syndicats européens (RMT de Grande-Bretagne, ORSA d'Italie, CGT d'Espagne, Bahn von unten d'Allemagne) avaient également fait le déplacement pour soutenir cette initiative. D'autres (CUB d'Italie, CONLUTAS du Brésil) ont adressé des messages. Les organisations politiques étaient invitées à donner leur position sur l'avenir du service public ferroviaire ; c'est ce qu'on fait EELV, LO et le PCF. **La défense et le développement des services publics, la construction de mouvements revendicatifs forts car ancrés aux réalités du terrain, le souci de les unifier, la perspective d'une action interprofessionnelle d'ampleur, tout cela concerne toutes les organisations syndicales Solidaires** ; les interventions faites au nom de Solidaires Rhône et du Secrétariat national l'ont rappelé. **SUD-Rail se félicite de cette journée réussie et proposera rapidement d'autres initiatives pour mettre la pression sur celles et ceux qui s'attaquent au service public et aux travailleurs/ses du rail.**



## Informatique : la première grève chez Apple en France

Le 21 septembre lieu, la première grève, en France, des salarié-es de la firme informatique de Cupertino. Ce mouvement était organisé par SUD (25 % des voix aux élections professionnelles de 2011) ; la CFTC, syndicat maison majoritaire, n'a pas appelé.

Une centaine de participant-es ont répondu à cet appel dont une quarantaine sur Paris qui s'était donné rendez-vous devant le magasin parisien d'Opéra. Ils et elles ont été rejoint-es par des dizaines d'ex-salarié-es d'*Ebizcuss*, premier revendeur français indépendant de produits à la célèbre pomme, tué à petit feu par la compagnie qui se distribue désormais seule : la discrétion des vendeurs/ses présent-es, qui caractérise la culture d'entreprise d'*Apple*, tranchaient d'ailleurs avec la véhémence de ces dernier-es, désormais au chômage.



Cette date, alors que la négociation salariale est en cours, n'avait pas été choisie au hasard : le lancement du nouvel iPhone, prévu le vendredi, a donné lieu à un retentissement médiatique énorme qui a permis de **révéler la réalité sociale vécue par le personnel de l'enseigne (absence de treizième mois, infantilisation, conditions de travail exécrables, etc.)**. Ce mouvement avait été précédé par le port, par de nombreux employé-es, d'un bracelet vert de revendication portant l'inscription anglaise « believe » [croire] : une grève à la japonaise efficace en ce qu'elle a déjà obligé la direction à octroyer des tickets restaurants, curieusement absent dans cette entreprise de plus de 1 500 salarié-es. C'est cette même direction qui, quelques jours avant, arguait du fait que la Californie ne connaissait pas les tickets restaurants et que les pertes d'*Apple Retail France*, imputables aux frais de développement soutenu du nombre de ses boutiques, permettaient des marges de manœuvres limitées... bien que **le Groupe affiche lui des milliards de bénéfices !**

Ce mouvement a également permis de **faire connaître l'implantation grandissante de Solidaires dans le secteur privé et au sein de nouvelles entreprises** (Vélib' hier, Autolib' prochainement) et atteste de sa capacité à toucher le salariat le plus précaire. Il démontre aussi que le capital immatériel que constitue l'image de ces dernières est un excellent talon d'Achille !

## Crédit Immobilier de France : la lutte se poursuit

A Paris, le 13 septembre, s'est déroulé une très importante manifestation des salarié-es du Crédit Immobilier de France. Plus de 2 000 salarié-es sur 2 500 étaient présent-es et se sont faits entendre bruyamment dans les rues de la capitale.

Suite à la dégradation par Moody's de sa note, le CIF s'est retrouvé acculé, car les dirigeants de l'établissement, d'hier et d'aujourd'hui, avaient fait le choix de ne pas s'adosser à une banque partenaire pour garantir les crédits. C'est l'Etat, en dernier ressort, qui a apporté sa garantie financière. Mais en décidant la gestion en extinction de la société, ce qui a des conséquences importantes : **aucun nouveau prêt accordé à de futur-es client-es, le licenciement des équipes commerciales et des équipes de gestion, la disparition du dernier établissement financier social indépendant.**

Pourquoi le gouvernement demande-t-il à un **groupe en bonne santé financière** (37 millions de bénéfices sur le seul premier semestre 2012), dont la **clientèle est principalement constituée de ménages modestes**, d'arrêter sa mission sans recherche d'une alternative pérenne ? Ce sont 250 000 foyers écartés par les grandes banques françaises qui vont être privés d'une solution d'accession à la propriété. Sans le Crédit Immobilier de France, comment financer la construction des 25 000 nouveaux logements prévus d'ici à 2017 dans une convention avec l'Etat ? L'extinction programmée du Crédit Immobilier de France n'est pas inéluctable. Ce n'est pas la seule issue possible, les salarié-es poursuivent la lutte.

## ITMLAI (Intermarché), à Lectoure (32) : 95% de grévistes



**SUD Commerces et Services est représentatif nationalement à ITMLAI (bases logistique d'Intermarché).** Toutes les structures Solidaires ont reçu le tract annonçant cette implantation. Il est important de le diffuser dans un maximum de bases ITMLAI. La liste a été adressée aux organisations nationales et Solidaires locales.

Durant 24 heures, **95% du personnel de la base Intermarché de Lectoure était en grève**, à l'appel de l'intersyndicale CFDT, CGT, FO, SUD. Le 20 septembre, plus de 300 personnes se sont rassemblées sur le site menacé de fermeture. *ITMLAI* doit entendre la voix de ceux et celles qui triment et permettent à *ITMLAI* de faire toujours plus de profits. **Le groupe Intermarché a réalisé 28 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2011 et sur le premier semestre 2012 ce chiffre est en progression de 7% !** Pour faire toujours plus de profit, *Intermarché* délocalise 8 bases. Assez des patrons qui décident seuls pour le malheur de tous ! La base, ses activités, ses emplois directs et induits, doivent rester à Lectoure !

**« TOUT pour MOI et MOI pour TOUT »  
tel est la devise des faux Mousquetaires  
que sont les patrons d'Intermarché.**

## Victoire après un an de lutte : la maternité des Lilas vivra !

Après plus d'un an d'une mobilisation sans précédent, le personnel de la maternité des Lilas peut se féliciter de l'issue positive d'une lutte qui a permis le déblocage par l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France (ARS IDF) du projet de reconstruction de la maternité des Lilas sur la commune des Lilas. Après l'accord signé entre la maternité des Lilas et le Groupe hospitalier Diaconesses Croix Saint-Simon dans le cadre d'un rapprochement institutionnel, l'Agence Régionale de Santé vient de lever définitivement, le 20 septembre 2012, la suspension du projet de reconstruction de la Maternité des Lilas. Cet accord qui respecte intégralement l'indépendance et le projet médical de la maternité des Lilas tant sur le plan de la naissance que de l'orthogénie renforce l'Association Naissance qui gère la maternité des Lilas.

**Solidaires 93 et SUD Santé Sociaux ont activement participé à cette lutte victorieuse !**

Par son action résolue, le personnel a obtenu **qu'un lieu emblématique comme la maternité des Lilas continue sa mission en Seine-Saint-Denis**. L'originalité et la spécificité du travail que toutes et tous s'efforcent d'accomplir chaque jour explique la très grande satisfaction des femmes et des couples accompagnés dans leurs choix et désirs sur le chemin de la parentalité depuis cinquante ans. **La maternité des Lilas, c'est une histoire riche, faite d'engagement pour défendre des valeurs fondées sur le respect et l'humanisme.**

## Domino's Pizza à Lyon : jeunes, précaires... et organisé-es !

**« Etudiant-es et travailleurs/ses précaires, nous ne supportons plus l'exploitation dont nous faisons l'objet et l'attitude d'une direction qui se croit au dessus des lois ! »**, ainsi débutait le tract diffusé par les salarié-es de Domino's Pizza à Lyon, le 21 septembre. Suivait une description de leur quotidien :

### Des employés qui travaillent dans des conditions de travail exécrables

- Les membres de l'équipe d'encadrement sont rétrogradés sans entretien préalable et poussés à bout, sous une pression constante qui en rapproche certains de la dépression.
- Les emplois du temps sont notifiés souvent 2 jours avant le début de la semaine qu'ils visent.
- Une absence de visite de médecine du travail.
- Les heures passées au vestiaire sont obligatoires mais non rémunérées alors qu'une compensation est prévue par la convention collective de la restauration rapide.
- Les tenues et scooters sont d'une qualité pitoyable et elles ne protègent en aucun cas les livreurs du froid hivernal, de la pluie et des accidents de la route, sans oublier les températures à l'intérieur du magasin, régulièrement au-dessus de 35° !

### Des salaires de misère pour des créneaux de travail énormes

- Des contrats de 12h hebdomadaires sont imposés à la plus grande majorité des employé-es : certain-es sont contraint-es à travailler 5 soirs par semaine pour exécuter ces heures alors que le salaire n'excède pas 425€ net par mois !
- La gestion très flexible des horaires est imposée aux salarié-es sans tenir compte de leur vie personnelle.
- Chaque mois, des heures complémentaires et supplémentaires ne sont pas rémunérées. Des pratiques illégales avec la signature d'avenants au contrat de travail après les heures qu'ils ciblent sont parfois mises en œuvre.
- De plus, le manque d'effectifs (départs non remplacés) nous met dans une situation de danger et dans un rapport de conflit avec la clientèle qui se plaint auprès des employé-es de la qualité du service.

**Des salarié-es de Domino's pizza ont contacté Solidaires ; ensemble, ils et elles se sont organisé-es pour cesser le travail, usant de leur droit de retrait, le 21 septembre au soir. Par leur action collective, les jeunes salarié-es de Domino's ont obtenu des négociations; il s'agit maintenant de s'organiser pour tenir dans la durée, installer le syndicat dans l'entreprise, contacter les autres établissements, bref d'être ... Solidaires !**